



PARTI PRIS

Notes d'analyse

- (i)** « Parti pris » est une note d'analyse sur une question importante ayant trait aux enjeux actuels de l'économie nationale, aux problèmes liés aux politiques économiques, aux effets des dynamiques internationales.
- (ii)** Comme son nom l'indique, « Parti pris » traduit une « position », épistémologique, méthodologique ou intellectuelle, propre à l'auteur.
- (iii)** Elle ne reflète pas une « position » de l'AMSE qui, convient-il de le rappeler, est une société savante, pluraliste et ouverte.
- (iv)** Les notes doivent, dès lors, observer les règles en vigueur en matière d'analyse scientifique : rigueur, pertinence, validité.
- (v)** Destinées aux décideurs et, au-delà au public intéressé, elles doivent être rédigées dans un style clair, précis et simple.
- (vi)** Les notes d'analyse ne doivent pas dépasser 5 pages.
- (vii)** Elles font l'objet d'une procédure d'acceptation par le comité directeur de l'AMSE.

PARTI PRIS 17

(27 Mars 2020)

Coronavirus : quelles implications socio-économiques ?

Azeddine AKESBI

Professeur au Centre d'Orientation et de Planification de l'Education (COPE)

Un virus qui se propage et produit une crise sanitaire mondiale. La diffusion est autant liée au virus qu'au fait que nous sommes dans une économie pleinement globalisée. L'arrêt des vols, des voyages des personnes et la fermeture des frontières sont des manifestations directes de la grande interdépendance des économies à l'échelle mondiale.

La crise sanitaire avec le développement exponentiel des cas atteints, des cas hospitalisés et des morts (avec la peur et l'angoisse) sont à l'origine des dispositions draconiennes prises pour «juguler» la prolifération de l'épidémie. Les mesures prises pour fermer le système éducatif, fermer toutes les unités de production, de services jugés non essentiels sont accompagnées par le développement du travail à distance (ou le télétravail).

Les dispositions prises sur le plan sanitaire, l'introduction d'un confinement des gens dans leurs maisons sont justifiées. Le confinement est certainement la mesure la plus recommandée dans la situation actuelle, surtout en l'absence d'un remède médical et thérapeutique. C'est encore davantage indispensable dans la situation du déficit des infrastructures médicales (plus ou moins grave selon les pays). Les structures sanitaires ont été fragilisées par les politiques libérales et d'austérité appliquées un peu partout dans le monde. Ce scénario et cette déferlante de malades sont inédits et dépassent la capacité même des pays développés supposés les mieux préparés. En revanche, les dispositions prises ont des effets immédiats et d'autres qui vont se manifester sur le fonctionnement de l'économie et les services publics et privés à moyen et long terme.

Le fonctionnement des économies repose principalement sur le travail qui produit des biens et services et sur les unités de production qui génèrent des revenus et distribuent des salaires pour permettre à des personnes, des ménages de se procurer ces biens et services et de satisfaire leurs besoins. Ceci se manifeste par une demande, concrètement des achats exprimés sur le marché.

Or, si les individus à l'échelle d'un pays sont mis en confinement, une majorité des travailleurs (des indépendants et des entreprises) ne peuvent pas produire. En conséquence, une grande partie de la population active ne peut générer un revenu ou recevoir un salaire ; elle se trouve dans l'impossibilité de se procurer des biens et services et d'effectuer des achats. Ceci ne sera pas le cas – en tout cas pas immédiatement – pour les fonctionnaires et pour ceux qui bénéficient d'une protection du chômage ou d'un statut particulier qui protège leurs revenus (au moins

partiellement). Nous montrerons plus loin qu'ils ne représentent qu'une toute petite partie de la population active occupée.

En fait, dans le cas des économies en développement, notamment le Maroc, la majorité des travailleurs occupe des activités précaires, irrégulières, dépendantes d'un travail à la tâche ou journalier. Et une grande partie exerce dans le secteur informel. Celle-ci risque de perdre son revenu modeste de manière brusque.

Examinons les données du marché du travail au Maroc pour saisir l'ampleur du problème.

Les statistiques disponibles qui informent sur la composition du marché du travail datent de 2015. Cependant, peu de changements ont affecté ce marché au niveau des structures (si changement il y a, il est dans le sens de l'aggravation de la précarité), aussi il est tout à fait valide d'utiliser ces données pour appréhender la situation en 2020.

Sur une population totale du Maroc de 33,8 millions, les inactifs en âge de travailler étaient estimés à 13,13 millions de travailleurs (52,6% de la population en âge de travailler). Si on ajoute à cette composante inactive, la population qui se trouve dans le système éducatif estimée à environ 9 millions, l'ensemble atteint environ 22 millions de personnes inactives (66% de la population totale).

En 2015, les actifs occupés (employés) étaient au nombre de 10,6 millions, ce qui représente à peine 33,36% de la population du Maroc. Ce qui signifie que plus des deux tiers de la population totale sont dépendants des actifs occupés. Parmi les actifs occupés, le nombre des salariés est à peine de 4,9 millions personnes (46%). Parmi ces salariés, il y a à peine 852 000 fonctionnaires (8,3% des actifs occupés et 2,5% de la population totale). À souligner que depuis les années 2000, la part de l'emploi du secteur public et semi-public réunis n'a jamais dépassé 10 à 11% des actifs occupés. Ainsi, le poids de l'emploi du secteur public au sens large est très limité. De même le poids des salariés du secteur privé formel est également modeste.

En revanche, l'emploi salarié du secteur informel était estimé à 2,9 millions, l'auto-emploi à 3,39 millions et les aides-familiaux non rémunérés se chiffrent à 2,34 millions. L'addition de ces trois catégories de travailleurs représente 8,63 millions de personnes. Si nous ajoutons le nombre des chômeurs qui est de 1,14 millions au minimum, nous parvenons à une population de 9,77 millions. Cette population ne bénéficie pas de revenu dans le cas des chômeurs et des aides-familiaux. Sa grande majorité est fortement exposée à une perte drastique et brusque de son revenu. Si nous supposons que seulement 50% de cette population (9,77 millions) est exposée à ce risque, ce sont 5 millions de personnes qui se trouveraient dans cette situation dans le contexte actuel du confinement.

Confinement des travailleurs

Que signifie le confinement pour les travailleurs indépendants, les journaliers, les occasionnels, les aides-familiaux, les apprentis ? Quelles sont les implications quasi-immédiates pour certaines unités de production (PME) et pour des secteurs entiers ?

L'essentiel des travailleurs de l'informel - sauf ceux qui sont dans l'alimentaire et assimilé - sont exposés à l'arrêt de leur activités et à la disparition de leurs revenus. Les secteurs qui sont évidemment directement et immédiatement touchés sont les transports en particulier des voyageurs (mais également les entreprises de location de voiture, les compagnies aériennes et leur personnel). L'autre secteur relativement important de l'économie est le tourisme. Il sera (c'est déjà le cas) fortement affecté au niveau des emplois directs, mais aussi indirects (et des devises qu'il procure). L'hôtellerie, les maisons d'hôte, les entreprises d'événementiel, les traiteurs seront à brève échéance dans de très grandes difficultés. Par ailleurs, le secteur de l'artisanat assez lié au

tourisme risque également d'être touché. Et il en est de même de l'agriculture de subsistance (si les prévisions de la météo demeurent mauvaises). Par ailleurs, les entreprises et les activités considérées non « essentielles » seront également touchées : restaurants, cafés, spectacles, cinéma, coiffeur, Hammam, forum... la liste est très longue.

Un examen attentif de la structure du marché du travail au Maroc peut révéler que la population active (en âge de travailler) susceptible d'être touchée par une absence ou une diminution drastique de ses revenus pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 5 et 9 millions de personnes (et donc leurs familles).

Il faut également considérer des personnes et des ménages qui reçoivent des transferts des marocains résidents à l'étranger. La baisse des transferts du fait de nos rapports structurels avec la France, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas est quasi certaine. Ceci ne manquera pas d'affecter une partie non négligeable des ménages et de produire des effets négatifs sur la balance commerciale et de paiements (et les importations et le fonctionnement des économies par ricochet).

La baisse drastique ou la disparition des revenus pour une grande partie des ménages est un problème social majeur. Elle affecterait directement des familles, des vies et l'équilibre social du pays. Cette situation nécessite une intervention rapide, urgente à grande échelle.

Au-delà du problème humain et de l'urgence, c'est une question économique et d'avenir. Si la majorité des ménages et des entreprises viennent à connaître une baisse considérable de leurs revenus, le fonctionnement même de l'économie jugée vitale dans les conditions actuelles risque aussi d'être bloqué. En outre, même dans l'éventualité d'un dépassement heureux (assez rapide) de la crise sanitaire (du COVID 19), nous risquons de vivre une période assez longue caractérisée par une demande très insuffisante (demande effective selon la conception keynésienne) : les gens et les entreprises n'auront pas assez de revenus et de liquidités et auront en plus un comportement précautionneux, de prudence : celui de faire face à l'indispensable et l'incontournable !

Certains pourraient avancer l'idée de faire attention aux équilibres macro-économiques, à l'énorme dette du pays... tout ceci est très important, mais il doit être traité au moment opportun. A signaler que le Congrès américain et le libéral populiste D. Trump mobilisent 2000 milliards de dollars pour faire face à la crise.

La discussion de nombreuses autres questions liées aux réformes de structures indispensables s'impose. Il faut espérer que cette crise sera l'occasion de mettre sur la table cette fois sérieusement ce qui est qualifié de « modèle » de développement économique (et politique), et espérer qu'un nouveau monde sortira de ce cauchemar national et planétaire. Très rapidement les gens se poseront des questions sur les priorités et les choix effectués. Ils se demanderont si des hôpitaux mieux équipés (avec des ventilateurs) ne sont pas plus essentiels que des palmiers, du gazon, des luminaires et projecteurs alignés sur des dizaines sinon des centaines de kilomètres (Rabat à titre d'exemple). Le développement nécessite l'adhésion des gens, la confiance dans les institutions. Mais pour assurer des progrès dans cette direction des réformes de structure sont indispensables.

Urgence, équité, transparence

Pour le moment, des programmes de soutien aux personnes et aux entreprises ayant subi des réductions drastiques de leur revenus sont nécessaires aussi bien du point de vue social (et sécuritaire), que du point de vue économique. Ils doivent être entrepris en urgence et réalisés de manière transparente et équitable. Ce qui serait très dommageable, c'est que les gens sentent que

les pouvoirs publics continuent à poursuivre des politiques inégalitaires (et d'octroi de privilèges) et favorisent telle ou telle catégorie sociale. Une communication totale sur ce qui se fait (le cas du fonds spécial), les critères retenus (justes et justifiés) doivent être totalement transparents. L'initiative d'accorder 2000 dhs sur quelques mois pour ceux qui ont touché et affilié à la CNSS, est une bonne initiative, mais ceux qui sont dans le besoin et la détresse se comptent en plusieurs millions. Il faut espérer que très rapidement ceci sera étendu à toutes les catégories des « sinistrés économiques » actuels.

Au milieu de la crise, certaines catégories sociales dans le besoin peuvent contribuer à résoudre des problèmes spécifiques. En s'assurant que leur intervention est pleinement sécurisée sur le plan sanitaire, il sera utile de penser à des jeunes (ou moins jeunes) qui assurent la distribution des biens de première nécessité, faire parvenir des produits à des personnes qui ne peuvent se déplacer ou qui sont confinés. On peut penser aussi à des hôtels vides qui rendent des services contre une indemnisation, à des restaurants qui livrent des repas...on peut trouver des exemples multiples doublement utiles pour l'économie et les gens. Il reste que même indépendamment des considérations économiques, l'Etat est appelé à intervenir en urgence et à très grande échelle.